

CONFIDENTIEL

Afrique

Le pouvoir à nos lecteurs

BONNE ANNÉE 2026

Décembre 2025 - Le Télex confidentiel

POUVOIRS - RÉSEAUX

Sénégal

Fogeca : A Dubaï, la suicidaire opération de lavage à grande eau du «fugitif» Mohamed DIENG, 1XBET



Amadou DIAGNE, Président Fogeca

Après un chamboulement presque inattendu à Malabo (capitale de la Guinée Équatoriale) où devait se tenir le forum du FOGECA en marge du sommet de l'Union africaine, Dubai a pris le relais pour jouer au métronome. Le fringant **Amadou DIAGNE** rebat les cartes. Dans l'antre d'un grand hôtel dubaiote doré de marbre, le raout du FOGECA s'est tenu devant un parterre de convives « éblouis » par la splendeur de l'événement. Mais tout est en parti en vril, contre attente, au fur et à mesure que le forum battait son plein. Les béquilles ont changé de couleurs. **Amadou DIAGNE** qui tenait entre ses mains son forum a viré, brusquement 100 à l'heure. Un speech mal « codé » ergotent certains. Une véritable opération de communication en faveur du « fugitif » **Mohamed DIENG**, patron de 1 XBET, mêlé dans une affaire politico- judiciaire au Sénégal, vit

reclus dans un cosu palace à Dubai depuis sa sortie du pays. Un invité de « trop ». Dubai FOGECA, faisant passer l'adresse de son fondateur **Amadou DIAGNE**, dans une ivresse débordante, se déshabille et lave à grande eau le jeune entrepreneur Mohamed DIENG 1 XBET. « C'était plus une opération de charme et de publicité à un entrepreneur en contentieux judiciaire avec un ancien dignitaire du régime **Macky SALL**. La quintessence du forum s'est édulcorée » glisse un habitué des raouts de FOGECA. **Amadou DIAGNE** piégé par ses mots pouvait éviter ce glissement qui l'éloigne des « codes » de l'événement. Entre bling- bling ostentatoire, grands fours servis à satiété et largesses rubis sur ongle du bienfaiteur Mohamed DIENG à une catégorie de « VIP » venues du Sénégal, Dubai a « grillé » les balises d'un FOGECA étincelant.



Mohamed DIENG, XBET

Guinée Bissau :

Le ministre sénégalais des Affaires Étrangères Cheikh NIANG rentre bredouille à Dakar



Les tractations en coulisses sont allées très vite au lendemain du conclave des **Chefs d'État de la CEDEAO** tenu le 21 décembre dernier à Abuja. Dakar vient de dépêcher à Bissau dans la plus grande discrétion son ministre des Affaires Étrangères **Cheikh NIANG** qui est arrivé ce samedi. Une exclusivité de Confidential Afrique qui révélait que « la junte militaire acculée, joue les prolongations, suite à la pression exercée sur elle par des ministres civils du gouvernement de transition mis en place par les nouvelles autorités depuis le départ du président déchu Umaro Sissoco Embaló. Le général **Horta N'Tam**, favorable à la feuille de route de la CEDEAO, contrarié par cette posture subite de bon nombre de ministres que l'on présente comme étant des proches de l'ex- président, n'a pas voulu décrocher au téléphone le président nigérian Bola Tinubu.

Confidential Afrique renseigne dans la foulée que le ministre sénégalais des Affaires Étrangères **Cheikh NIANG** s'est entretenu à Bissau avec son homologue bissau-guinéen **João Bernardo Vieira**, par ailleurs candidat malheureux aux dernières élections présidentielles. Après une visite au pas de charge, ébruitée par nos soins, le ministre **Cheikh Niang** est rentré bredouille dans la capitale sénégalaise. Il a pu rencontrer l'opposant charismatique Domingos Simões Pereira, toujours séquestré dans un des bâtiments du ministère de la Sécurité publique et le victorieux des élections **Fernando DIAS DA COSTA**, réfugié à l'ambassade du Nigéria à Bissau.

Pas d'accords trouvés à Bissau, Dakar tourne en bourrique

La délégation sénégalaise demandait la libération des

prisonniers politiques. Selon des sources bien informées parvenues à Confidential Afrique, la junte a accepté, mais à condition que tous les principaux leaders dont **Domingos Simões Pereira** et **Fernando DIAS** soient exilés. Une proposition catégoriquement refusée par les leaders politiques. Face au refus des responsables politiques, la junte a revu sa copie en proposant la libération des responsables politiques qui peuvent cette fois-ci, rester sur le territoire national. Mais à condition qu'ils soient sous la garde des militaires putschistes. Refus catégorique des responsables politiques qui ne font aucunement confiance aux militaires. Mais pour ne pas contrarier le Sénégal, les militaires ont libéré les lieutenants des responsables politiques qui avaient été arrêtés.

Il faut signaler que cette logique des militaires est le prolongement de ce que Umaro Sissoco Embaló avait entamé. Pour rappel, **Sissoco Embaló** avait commencé par faire exiler l'émblématique ancien Premier ministre **Dr Aristides Gomes** qui lui faisait de l'ombre. **Umaro Sissoco** a juré que **M. Gomes** ne mettra pas les pieds à Bissau tant qu'il sera président de la République.

Une menace mise à exécution quand **Dr Gomes** s'est rendu à Bissau en novembre 2022 pour assister au congrès du PAIGC. Des hommes encagoulés ont tenté de l'enlever en plein congrès. Il a fallu l'intervention farouche des militants et responsables du **PAIGC** pour sauver Aristides Gomes qui quelques semaines après, sera exfiltré vers Paris. Ironie du sort, c'est **Dr Aristides Gomes** qui a été l'architecte des accords de Paris entre les principaux partis de l'opposition. Cet accord sera à la base du soutien du PAIGC à **Fernando Dias da Costa**, qui va remporter l'élection présidentielle.

Scénario identique que veut reproduire Horta N'Tam

Exactement, nos informations font état de la volonté de la junte de faire passer à l'échafaud du «silence» toutes les voix discordantes et placer à la tête des principaux partis des obligés de Umaru Sissoco Embaló.

À l'évidence, c'est comme si la diplomatie sénégalaise se faisait tourner en bourrique par l'équipée de Horta N'Tam en faisant croire qu'elle peut faire changer la trajectoire la junte et Embaló. Ce dernier a toujours dit en privé qu'après lui, c'est le déluge. Dakar est appelé à bien calibrer sa position dans cet imbroglio politico- diplomatique qui se joue à Bissau où les jeux d'influence pèsent.

OMVS :

Un diplomate dans les turbines de SEMAF SA

L'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) passe à la vitesse supérieure. En dépit de la stratégie de communication peu «convaincante» et qui affiche la petite forme, la nomination du chevronné diplomate mauritanien **Son Excellence Mohamed Ali Ould Sidi Mohamed Barka Allah à la tête de SEMAF SA**. Jusqu'ici Ambassadeur plenipotentiaire de la République Islamique de Mauritanie au Sénégal, où il avait commencé à étendre son réseau, **Mohamed Ali Ould Sidi** signe son come back dans un univers qu'il connaît à merveille. Ingénieur en pétrochimie, auteur du célèbre ouvrage sur les réformes, les opportunités et les enjeux de l'industrie pétrolière et gazière en Mauritanie. Un cas d'école « pertinent » pour les politiques industrielles pétrolières africaines.

Cette nomination marque un tournant décisif pour la SEMAF, qui sera désormais responsable de l'exploitation, de la maintenance et de la modernisation des barrages

hydroélectriques de Manantali, Fellou et Guina, ainsi que des réseaux électriques interconnectés, devant garantir un accès à l'électricité à des prix compétitifs. Sous la présidence du Haut-Commissaire mauritanien **Mohamed Abdel Fattah**, en fin de mandat, une nouvelle équipe est composée de : **M. Joseph Diouf** (Sénégal) qui devient président du conseil d'administration et du malien **Monsieur Djouro Bocoum** (Mali), promu Secrétaire général.

Cette nomination marque un tournant décisif pour la SEMAF, qui sera désormais responsable de l'exploitation, de la maintenance et de la modernisation des barrages hydroélectriques de Manantali, Fellou et Guina, ainsi que des réseaux électriques interconnectés, garantissant ainsi un accès fiable à l'électricité à des prix compétitifs

Pour le bien des populations du bassin du fleuve Sénégal.



BANQUE-FINANCE

Banque d'investissement des États du Sahel : Qui sera le futur commandant du cockpit ?



Selon les informations diffusées lors du sommet du Collège des chefs d'État de l'AES à Bamako le 23 décembre dernier, le processus de constitution des équipes est en phase opérationnelle. Il est attendu que des experts sahéliens, notamment ceux ayant exercé dans des institutions régionales comme la BIDC (CEDEAO) ou la BOAD, soient sollicités pour diriger l'institution. Confidential Afrique dresse en primeur les portraits robots qui sont dans les tuyaux pour piloter le cockpit de la Banque confédérale pour l'investissement et le développement de l'AES (Alliance des États du Sahel). Exclusif

Comme le siège est au Mali, la tradition diplomatique voudrait que la direction revienne à un Burkinabè ou un Nigérien. Des profils comme **Mamadou Diakité** (expert en financement de projets) ou d'autres directeurs de département à la BOAD sont souvent cités pour leur connaissance des mécanismes de levée de fonds.

Profilage pointu des potentiels prétendants dans les tuyaux

En attendant l'enregistrement officiel des statuts de la BCID-AES validés à Bamako le 23 décembre 2025 et l'annonce officielle qui pourrait intervenir juste après les fêtes de fin d'année, une short-list, apprend en exclusivité Confidential Afrique de sources proches du dossier, aurait été déposée ce week-end sur le bureau d'**Aboubakar Nacanabo**, ministre burkinabè de l'Économie et des Finances dont la présidence de la nouvelle institution financière du Sahel reviendrait. Sauf changement majeur.

Le Burkina est doté, en effet, d'un vivier de banquiers de haut niveau, dont beaucoup occupent ou ont occupé des fonctions clés au sein d'institutions régionales (BCEAO, BOAD, BIDC). Pour la BCID-AES, le profil recherché est celui d'un technicien capable de naviguer entre la rigueur bancaire et la vision politique de souveraineté de l'Alliance. Il s'agit entre autres de Lassiné Diawara, une figure emblématique du monde des affaires et de la banque au Burkina. Ancien président du Conseil d'administration de la BOA (Bank of Africa) Burkina, il tient un réseau international balèze pour crédibiliser cette nouvelle institution, presque prête à être

opérationnelle. Des informations crédibles exclusives parvenues à *Confidentiel Afrique*, renseignent que des noms sont les tuyaux. Il s'agit de **Mohamed SIMPORÉ**, récemment nommé à la tête de la BICEC au Cameroun. Ce banquier burkinabè chevronné est le type de profil « exportable », présenté comme un spécialiste du domaine pur jus et surtout respecté. Selon nos informations, l'AES manoeuvrerait pour le décrocher en vue de lui confier les clés de l'institution financière de souveraineté.

« Le premier président de la BCID-AES ne sera pas seulement un banquier, il devra être un « banquier de combat » capable d'opérer hors du système CFA, si la transition monétaire s'accélère, d'attirer des investisseurs non traditionnels (Brics, fonds souverains du Golfe) et surtout de transformer 500 milliards de

FCFA de capital en leviers pour des dizaines de projets d'infrastructures» commente, sous l'anonymat un cadre de banque malien qui explique que le directoire autour des trois ministres de l'Économie et des Finances sera constitué de deux vices présidents par pays (Mali, Burkina et le Niger).

Par ailleurs, on apprend d'ores et déjà que pour le Mali, l'un de vices présidents serait un ancien Pdg de la première banque malienne, là BDM-SA en la personne d'Ibrahima N'Diaye, un manager des risques, formé à la rigueur d'HEC Paris et de l'ENA de Bamako. **Ibrahima N'Diaye** occupera le poste stratégique de Vice-Président chargé des Finances de la Banque confédérale pour l'investissement et le développement de l'AES (BCID-AES).



SECURITÉ

Le géant français SECURICOM polit l'aéroport International Blaise Diagne



Fin 2020, les autorités sénégalaises sous le magistère de l'ancien président **Macky SALL** avaient pris la décision de ne pas mettre fin au contrat de sécurité des activités aéroportuaires d'Amarante International au profit du groupe Securicom. De vives discussions avaient été engagées entre les autorités et la société Amarante au plus haut sommet dont la filiale était dirigée par le français Denis DUBOST. Finalement, Dakar a joué la carte du géant français **SECURICOM** pour sécuriser la plate-forme aéroportuaire de Diass Blaise Diagne. La société nouvellement adjudicataire du contrat de sécurité avec l'avènement de la gouvernance **Diomaye-SONKO**, blinde son dispositif sécuritaire, conformément à la feuille de route des nouvelles autorités adossée sur le plan de vision stratégique 2050. Selon des informations exclusives obtenues par Confidentiel Afrique, SECURICOM s'est dotée d'une dizaine de bornes digitales d'identifications-passagers au niveau de tous les couloirs de police aéroportuaires. Les fiches de renseignements coordonnés et la recrudescence

des attaques djihadistes ces derniers mois sur le dernier versant transfrontalier Kayes-Diboli-Kidira-sur les convois des transporteurs d'hydrocarbures provenant de Dakar et à destination de la capitale malienne Bamako, ont poussé les autorités dakaroises de renforcer le dispositif de veille rapide et d'identification des millions de passagers qui débarquent et embarquent à partir de la plate-forme Diass Blaise Diagne.



AVIATION

Asky, la grosse pagaille nauséabonde



La compagnie aérienne fondée par le togolais, **Gervais Koffi DJONDO**, un pavillon qui faisait la fierté broie du noir. La malédiction d'Air Afrique, la première compagnie aérienne africaine, hante toujours le ciel panafricain pas du tout clément. Bizutage répétitif en plein vol, cafouillage sur le planning horaires, pertes de bagages des passagers, la compagnie ASKY va très mal.

Ses interminables retards de dessertes de vols sur le territoire africain précipitent la «mort programmée» certaine de la compagnie aérienne. Si rien n'est entrepris en urgence par les hauts responsables de ladite compagnie, le désastre serait énormissime. Entre Dakar- Lomé- Yaoundé et Ndjamen, les vols accusant des retards de 6-8 heures et les pertes de bagages en soute corsent le supplice des passagers. En illustration, le Vol KP 64 du vendredi 19 Décembre 2025, Lomé-Yaoundé-Ndjamen, signe la décadence. La surprise a été grande de voir que les bagages ne sont pas toujours arrivés. Des passagers ont rapporté à **Confidentiel Afrique** des pertes d'objets de valeur, des médicaments, des fruits et poissons frais emballés dans des cartons en provenance de Dakar (capitale du Sénégal). Ndjamen, comme dans d'autres capitales, les passagers se plaignent de ne pas recevoir leurs bagages. Ça commence à faire mauvaise presse pour ce jeune fleuron africain qui rêvait de caresser l'excellence. Pire, l'aéroport de Lomé, hub où transitent tous les vols de la compagnie est devenu une véritable station de train. Le service de litige d'ASKY manque d'empathie envers les pauvres passagers. Les agents de la compagnie Asky se sont volatilisés laissant les passagers dans le désarroi. Ces défaillances techniques et opérationnelles devront vite être remédiées en vue d'éviter la descente aux enfers au prix de l'honneur et de l'image de la compagnie.

MINES

NIGER- FRANCE

La bataille autour de l'uranium : Orano dans le fiel de Tchiani



Mille tonnes d'uranium se sont évaporées dans la nature. Coup de tonnerre chez Orano qui parle de vol à haute voltige. Un «Mad Max Uranium Express», qui met désormais en litige le groupe français Orano (ex-Areva), qui détient 63 % des parts de la Somaïr, et l'Etat du Niger, propriétaire des 37 %. Depuis le coup d'Etat du général **Abdourahamane Tiani**, en juillet 2023, la société française et la junte au pouvoir à Niamey sont à couteaux tirés : Orano a suspendu toutes ses activités au Niger.

De son côté, Alio Daouda, le ministre nigérien de la Justice a affirmé qu'Orano avait laissé 58 milliards de FCFA de dettes d'impayés et l'accuse d'avoir «*toujours minoré la teneur de l'uranium*» nigérien. «*Entre le Niger et Orano, qui a volé qui ?*», a-t-il lancé. Depuis son arrivée au pouvoir, la junte ne cache pas sa volonté de se tourner vers de nouveaux partenaires, comme l'Iran ou la Russie, cette dernière ayant exprimé en juillet son intérêt pour l'exploitation de l'uranium nigérien.

Orano avait acté en décembre 2024 la perte du contrôle opérationnel de ses trois filiales minières au Niger: la mine de la Somaïr, celle de Cominak (fermée depuis 2021) et le gisement d'Imouraren. Orano, dont le capital est détenu à plus de 90% par l'État français, a engagé plusieurs procédures d'arbitrage international contre l'État du Niger.

L'uranium sur le site de la Somaïr s'érige en brûlot dans les mains du groupe français Orano. Le vol de 1000 tonnes d'uranium est au cœur d'une tempête judiciaire entre Niamey et Paris. L'homme fort de Niamey, le général Abdourahamane Tiani ne veut rien lâcher. L'affaire liée à la disparition de la cargaison de yellowcake de la Somaïr (Société des Mines de l'Aïr) fait bruit. Orano a assigné en justice à Paris mi- décembre dernier l'État nigérien pour « vol en bande organisée ».

Les autorités militaires de transition ont rejeté en bloc «avec la plus grande fermeté» les accusations de «vol» portées contre elles, au lendemain de l'ouverture d'une enquête liée à la disparition d'uranium sur un site il ya quelques mois seulement exploité par le groupe français Orano qui a plié bagages. La junte militaire nigérienne au pouvoir depuis un coup d'État en juillet 2023 prône la souveraineté sur les ressources minières du pays.

